ASSEMBLÉE NATIONALE

12 janvier 2024

LIBERTÉ DE RECOURIR À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE - (N° 1983)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° CL54

présenté par

M. Hetzel

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:

« Chaque année, avant le 31 décembre, le Gouvernement remet un rapport au Parlement sur le nombre d'interruptions volontaires de grossesse pratiquées entre la douzième semaine et la quatorzième semaine. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une précédente loi a allongé le délai d'accès à l'interruption volontaire de grossesse de douze à quatorze semaines.

De nombreuses mises en garde avaient été faites par des professionnels indiquant qu'un tel dispositif conduira à un geste technique très complexe.

L'Académie de Médecine avait alors indiqué qu'« en portant ce délai à 16 semaines d'aménorrhée, on augmente le recours à des manœuvres chirurgicales qui peuvent être dangereuses pour les femmes. »

Par ailleurs, « cela ne répond à aucune demande légitime des femmes qui espèrent au contraire une prise en charge plus rapide. »

Un tel rapport permettrait de faire un état des lieux.